

Business

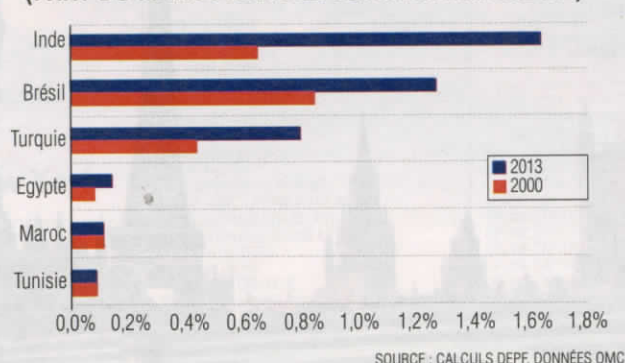
Le Maroc émergent ?

Une croissance de 8% est à atteindre durant 20 ans

● Le chemin de l'émergence, pour l'économie marocaine, sera long. Quels sont les facteurs qui pourront permettre au Maroc d'atteindre le statut de pays émergent ? Décryptage.

Pour faire son entrée dans le club select des pays émergents, le Maroc doit réaliser un taux de croissance du PIB de 8% durant les deux prochaines décennies. Cette performance devrait permettre au Maroc de doubler sa part dans le PIB mondial, pour passer de 0,14% actuellement à 0,25%. Pour rejoindre les BRICS, le Maroc se doit aussi de tripler son PIB/tête au cours des 15 prochaines années. Actuellement, le PIB/tête est de 3.109 dollars/hab. Un chiffre qui classe le Maroc dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire et au 122^e rang mondial, loin derrière les pays émergents comme le Chili (15.732 dollars), la Turquie (10.946 dollars) ou la Malaisie (10.514 dollars). Pour atteindre le niveau actuel du Chili dans 20 ans, il faudrait que l'économie marocaine réalise une croissance de 8% de croissance/an. Dernier cap à atteindre, et non des moindres: un indice de développement humain (IDH) de plus de 0,700. Sur ce chapitre, le Maroc est toujours (mal) classé au 129^e rang mondial, avec une note IDH de 0,617. L'émergence passe par la sortie du Maroc de la catégorie des pays à niveau de développement humain moyen. Ces préalables à l'émergence économique ont été présentés par Najib Akesbi, économiste à l'Institut agronomique et vétérinaire Hassan II (IAV) de

(PART DU MAROC DANS LE COMMERCE MONDIAL)



Rabat, lors du 9^e congrès de l'Association marocaine de sciences économiques (AMSE) organisé le 12 juin.

Le Maroc en «rattrapage»

Pour Akesbi, «l'économie d'un pays émergent doit réaliser une croissance rapide permettant de «rattraper» les pays développés, un niveau de développement humain élevé, des transformations institutionnelles et une ouverture économique (État de droit, économie diversifiée et intégrée à l'économie mondiale...)», énumère ce spécialiste des questions macro-économiques. Au regard des performances de l'économie nationale, le constat d'Akesbi est le suivant : «L'économie marocaine est de taille modeste, la croissance faible et volatile, le développement humain médiocre et, enfin, le système politique, contreproductif». Cet état des lieux rejoint celui du dernier rap-

● ● ●
«L'économie d'un pays émergent doit réaliser une croissance rapide permettant de «rattraper» les pays développés, un niveau de développement humain élevé, des transformations institutionnelles et une ouverture économique».

port de la Coface où le Maroc est toujours absent des dix pays futurs émergents identifiés durant les dix prochaines années. Avant d'aller plus loin, un retour sur les performances économiques de cette dernière décennie s'impose.

Croissance moyenne

«Au Maroc, au cours de la dernière décennie et sous les effets combinés de la mondialisation, des crises financières et des aléas climatiques, la croissance moyenne a marqué une inflexion à la hausse, mais elle reste en deçà de celle des grandes puissances émergentes», observe l'AMSE dans sa note introductive au congrès 2015. En chiffres, la croissance moyenne du PIB entre 1990-2000 a été de 2,4%; la décennie suivante, cette croissance a atteint 4,9% et, entre 2010 et 2013, l'économie a ralenti son rythme pour s'établir à 4% à cause de la faible demande externe, spécialement des pays de l'UE. Ce volume de croissance s'explique, selon le Centre marocain de la conjoncture (CMC), par «l'incapacité du modèle économique du royaume à pouvoir provoquer un changement significatif dans la modification des structures économiques». Le CMC constate pour sa part que l'économie marocaine n'a pas favorisé «les branches utilisant de hautes qualifications et porteuses de hautes valeurs ajoutées».

Les «paradoxes» d'un modèle

Le modèle de croissance actuel est surtout basé sur l'impulsion de la demande interne et une forte propension à l'importation de produits étrangers, chose qui contribue à transférer une grande partie de l'effet multiplicateur vers l'étranger. Pourtant, les choix stratégiques du Maroc tablent sur un modèle porté par le rôle moteur du secteur privé : l'intégration au marché mondial et une croissance tirée par les exportations. «Cinquante ans après, le résultat est pour le moins paradoxal», estime Akesbi. Et d'ajouter : «En premier lien, c'est l'État et non le secteur privé qui reste le moteur de l'investissement et deuxièmement, au lieu de «promouvoir» la croissance, le commerce extérieur «plombe» la croissance», analyse Akesbi. Ce décalage est rappelé par le chiffre de l'investissement public durant la dernière décennie. «Les faits montrent que le principal moteur/acteur de l'investissement est l'État ainsi que ses établissements publics, et non le secteur privé», avance Akesbi. Ainsi, la part de l'État s'est fortement accrue, passant de 10 à 20-22%, alors que la part du secteur privé reste à son niveau antérieur, autour de 12-13%.

«En 2013, la part «publique» dans la formation brut de capital fixe (FBCF) se situe entre 55 et 70%», explique l'économiste de l'IAV Rabat. Pour ce chercheur qui a participé à la rédaction du Rapport du cinquantenaire pour le développement, l'émergence de l'économie marocaine passe par une sortie par le «politique». «Il faut beaucoup de réformes : économiques, financières, sociales. Cependant, la première des réformes est politique : celle qui devrait réhabiliter la trilogie légitimité-responsabilité-redevabilité, autrement dit l'État de droit efficace», conclue-t-il.

PAR SALAHEDDINE LEMAIZI
s.lemazi@leseco.ma

Émergence, aux origines d'une catégorie

Utilisé pour la première fois par la Société financière internationale, le concept de «pays émergent» doit sa popularité à la banque d'affaires Goldman Sachs au début des années 2000. «Le concept est apparu dans les années 80, et il n'était alors question que de marchés émergents (Emerging Markets) et non de pays, et l'objet était d'approcher l'attractivité d'un marché donné», rappelle Akesbi. Ce dernier définit un pays émergent comme suit : «On appelle pays émergent celui ayant un PIB inférieur à celui des pays développés, mais qui connaît une croissance économique rapide, et dont le niveau de vie ainsi que les structures économiques convergent vers celles des pays développés».